



Accord-cadre mono-attributaire
Marché de prestations de services










**Prestations de gardiennage, de surveillance et de sécurité des sites de la Caisse
Générale de Sécurité Sociale de Guyane**

Marché à procédure adaptée

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guyane
Espace Turenne Radamonthe,
Route de Raban,
GF 97300 CAYENNE

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché de prestations de services</p> <p><u>Objet</u> : Gardiennage des sites de la CGSS Guyane</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guyane Espace Turenne Radamonthe, Route de Raban, GF 97300 - CAYENNE</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché inclut des considérations sociales.</p>
	<p>Sites de la CGSS Guyane</p>
	<p>Le marché est divisé en 3 lots géographiques</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
ARTICLE 1. OBJET	4
ARTICLE 2. CLAUSE DE REEXAMEN	4
ARTICLE 3. NOMENCLATURE, TYPE DE PROCÉDURE, RECONDUCTION	4
3.1. NOMENCLATURE	4
3.2. TYPE DE PROCEDURE.....	4
3.3. RECONDUCTION	5
ARTICLE 4. REPRISE DU PERSONNEL	5
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	6
ARTICLE 7. SOUS TRAITANCE.....	6
PARTIE 2. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	7
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	7
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX.....	7
8.2. CONTENU DU PRIX.....	7
8.3. VARIATION DES PRIX	7
8.4. ACTUALISATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 9. AVANCE	8
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT	8
11.1. DELAI DE PAIEMENT.....	8
11.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	8
11.3. FACTURATION	9
PARTIE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION	10
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	10
ARTICLE 13. EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
13.1. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	11
13.1.1 CARTE PROFESSIONNELLE	11
13.1.2 DEMANDE DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL	11
14 DÉVELOPPEMENT DURABLE	11
15 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....	12
PARTIE 4. CLAUSES DIVERSES.....	12
16 CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ	12
PARTIE 5. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION	12
17 PÉNALITÉS	12
18 CAS DE RÉSILIATION.....	13
19 LIQUIDATION	14
20 LITIGES ET DIFFÉRENDS	14
ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	16

PARTIE 1. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. OBJET

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de gardiennage et ouverture, fermeture des sites et locaux de la Caisse Générale de Sécurité Sociale de Guyane, répartis sur l'île de Cayenne, Kourou et Saint-Laurent du Maroni.

Les prestations à réaliser sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes.

Le marché relève du code NAF 80.10Z – Activités de sécurité privée.

Il est divisé en 3 lots :

Lot	Intitulé du lot	Montant maximum pour la période initiale
1	Gardiennage Raban siège et extension, Forum Baduel	350 000€
2	Gardiennage Kourou et Saint-Laurent du Maroni	180 000€
3	Ouverture, fermeture Forum Baduel, Atlantis, Montjoly plaza (en location jusqu'au 31/12/2026), KOADEG et City Market (sites à venir en 2027 - l'île de Cayenne)	28 000€

ARTICLE 2. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché peut faire l'objet de modifications, sans passation d'un nouveau contrat, dans les cas suivants :

- Modification du périmètre des prestations à la suite de l'ouverture ou de la fermeture de sites de la CGSS,
- Ajustement du nombre d'agents affectés à un site en fonction des besoins réels,
- Modification des plages horaires d'intervention,
- Évolution de la réglementation en matière de sécurité ou de sûreté imposant une adaptation des moyens,
- Changements techniques affectant les modalités d'exécution (moyens de contrôle d'accès, vidéosurveillance, etc.).

Toute modification fera l'objet d'un avenant formalisé, dans le respect des articles R.2194-5 et suivants du Code de la commande publique, et devra être dûment justifiée.

ARTICLE 3. NOMENCLATURE, TYPE DE PROCEDURE, RECONDUCTION

3.1. Nomenclature

Code	Libellé
79713000-5	Services de gardiennage
010546040	Services de sécurité privée

3.2. Type de procédure

Le présent marché est conclu selon une procédure adaptée relevant de la catégorie des services spécifiques et sociaux au sens de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique et de l'avis relatif aux contrats de

la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques pour une durée d'un an.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à prix forfaitaire pour les prestations récurrentes et à bons de commandes pour les prestations ponctuelles.

3.3. Reconduction

Le présent marché est conclu pour une durée initiale de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2026. Il est reconductible tacitement 3 fois, par période d'un an, sans que sa durée totale n'excède 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. REPRISE DU PERSONNEL

Conformément aux dispositions de la « Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité » du 15 février 1985, en cas de changement de prestataire, le nouveau prestataire s'engage à garantir l'emploi à 100% du personnel affecté au marché.

Dans les 10 jours ouvrables à compter de la date où l'entreprise entrante s'est fait connaître, l'entreprise sortante adresse par courrier recommandé à l'entreprise entrante la liste du personnel transférable.

Le personnel transférable doit satisfaire à l'intégralité des conditions énoncées ci-dessous (art.2.2 de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 – et avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel) :

- Chaque agent doit disposer des documents nécessaires à l'exercice de ses fonctions : formation, documents d'identité, autorisation de travail, carte professionnelle CNAPS,
- Effectuer plus de 50 % de son temps de travail (à la date du transfert) sur le périmètre sortant ou au service de celui-ci pour le personnel d'encadrement opérationnel (9 derniers mois précédant le transfert)
- Effectuer au moins 900 heures de vacation (à la date du transfert) sur le périmètre sortant (9 derniers mois précédant le transfert). Les heures de vacation sont calculées au prorata du temps de travail,
- Etre titulaire d'un CDI ou CDD (pas en préavis),
- Ne pas être reconnu médicalement inapte à tenir le poste.

Le maintien de l'emploi entrainera la poursuite du contrat de travail du personnel concerné au sein de la nouvelle entreprise attributaire du marché.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,

- La liste du personnel à reprendre,
- Le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire, bordereau des prix unitaires
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.

ARTICLE 6. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 7. SOUS TRAITANCE

Pour des motifs de confidentialité et de sécurité, la sous-traitance de l'exécution des prestations de toute nature nécessitant de pénétrer ou détenir des moyens d'accès des locaux (clé, passe...) de la CGSS de la Guyane n'est pas autorisée.

Cependant, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque marché de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration spéciale mentionnant :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitées sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement dont le contrat a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant. En produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur (PA) à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance.

ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent marché se fait par application des prix indiqués dans les annexes financières du lot concerné, une partie forfaitaire et une partie unitaire.

Les prestations récurrentes, faisant l'objet d'une présence physique régulière des agents de sécurité, sont rémunérées sous la forme d'un prix forfaitaire.

Les prestations ponctuelles, à bons de commandes, sont rémunérées sous la forme de prix unitaires.

8.2. Contenu du prix

Les prix sont réputés inclure l'ensemble des charges et dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations de gardiennage. Ils comprennent notamment :

- Les charges sociales, fiscales et parafiscales afférentes au personnel affecté au marché,
- Les frais de gestion, d'encadrement, de coordination et de remplacement du personnel,
- La fourniture des équipements de sécurité (tenues, moyens de communication, badges, etc.),
- Les frais de formation, habilitation ou recyclage du personnel,
- Les assurances nécessaires à l'exécution du marché,
- Les frais de transport, de déplacement et d'affectation du personnel sur site,
- Les moyens matériels utilisés dans le cadre de la mission (ex. : lampes, carnets de ronde, etc.),
- La marge du titulaire, ainsi que les frais généraux.

Les prix incluent également tous les frais liés à la continuité du service, y compris en cas d'absence du personnel, ainsi que ceux découlant des obligations réglementaires ou contractuelles imposées au titulaire. Aucun frais additionnel ne pourra être facturé à l'acheteur en dehors des prix convenus.

8.3. Révision des prix

Les prix sont fermes durant les 12 premiers mois à compter de la date de notification du marché. Ils sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres. En cas de reconduction, ils sont révisables tous les 12 mois à compter de la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P = PO \times [0,15 + 0,85 \times (In / IO)]$$

Dans laquelle :

P Prix = révisé hors TVA ;

Po = Prix d'origine hors TVA figurant dans l'annexe financier de l'acte d'engagement ;

IO = Indice trimestrielle des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée - Base 2015, publié par l'INSEE, en vigueur au mois d'établissement de l'offre ;

In = Indice trimestrielle des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée - Base 2015, dernier indice connu et publié par l'INSEE à la date de la révision.

Les valeurs de l'indice sont à relever au Bulletin mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010546195.

L'indice figurant au dénominateur représente la valeur initiale connue à la date d'établissement du prix de l'offre du titulaire, (mois M de remise de l'offre).

Les valeurs finales des indices figurant aux numérateurs sont respectivement celles du mois M des années N+1.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs sont effectués au dix millième près, puis arrondis en conformité avec les règles d'arrondi de l'euro.

Il est entendu que la révision des prix ne s'applique pas aux bons de commande émis avant la date de révision.

8.4. Actualisation des prix

Aucune actualisation des prix n'est prévue au présent marché.

ARTICLE 9. AVANCE

Une avance pourra être versée au titulaire du marché dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- La date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- La date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

11.2. Modalités de règlement des comptes

Acomptes :

Les dispositions de l'article 11.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Contenu de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies :

Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :

Les dispositions de l'article 11.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Païement pour solde et règlement partiels et définitifs :

Les dispositions de l'article 11.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Facturation électronique :

Les dispositions de l'article 11.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

Les dispositions de l'article 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

11.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guyane

SIRET : 31519076900028

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Le montant total HT des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 3. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Forme des notifications et informations :

Les dispositions de l'article 3.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Modalités de computation des délais d'exécution des prestations :

Les dispositions de l'article 3.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- La nature et la description des prestations à réaliser.

ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS

Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public :

Les dispositions de l'article 26 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

13.1. Conditions d'exécution du marché

13.1.1 Carte professionnelle

Le titulaire fournit la carte professionnelle d'agent de prévention et sécurité, en cours de validité, des personnels affectés à la prestation, dans un délai maximum de 5 jours à compter de la réception de la notification du marché et à chaque changement de ceux-ci.

13.1.2 Demande de remplacement du personnel

La CGSS peut exiger du titulaire, le remplacement du personnel qui n'aurait pas les capacités techniques, les qualifications ou le comportement exigés pour la bonne exécution des prestations. Le titulaire fait son affaire des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans un refus d'agrément ou dans une décision de remplacement.

13.1.3 Plan de prévention

Le personnel est assujéti aux prescriptions d'hygiène et de sécurité en application de la législation et de la réglementation en vigueur. Ainsi, un plan de prévention est rédigé avant le début de l'opération (décret 92-158 du 20 février 1992 modifié) pour les prestations représentant un total d'heures supérieur à 400 heures sur 12 mois.

14 DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché prévoient que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles. La mise en œuvre de l'action s'effectue dans les conditions prévues ci-dessous.

Généralités :

Les dispositions de l'article 16.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Publics éligibles :

Les dispositions de l'article 16.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire :

Les dispositions de l'article 16.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Globalisation des heures d'insertion :

Les dispositions de l'article 16.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Intervention d'un facilitateur :

Les dispositions de l'article 16.1.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion :

Les dispositions de l'article 16.1.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Clause environnementale générale :

Les dispositions de l'article 16.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

15 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS

Prestations supplémentaires et modificatives :

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

PARTIE 4. CLAUSES DIVERSES

16 CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Obligation de confidentialité :

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mesures de sécurité :

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Les dispositions de l'article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

PARTIE 5. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

17 PENALITES

En raison du caractère sensible des prestations de surveillance, le respect des délais et des engagements contractuels constitue une exigence essentielle.

En cas de retard dans l'exécution des prestations ou d'inexécution partielle ou totale, le titulaire encourt,

sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = (V \times J) / 1000$$

Avec :

- P : montant de la pénalité en euros,
- V : valeur HT des prestations non réalisées ou réalisées en retard,
- J : nombre de jours calendaires de retard constatés.

Les pénalités sont automatiquement déduites des sommes dues au titulaire. Elles ne sauraient constituer un plafond ou une limite à la réparation des préjudices subis, l'acheteur se réservant la possibilité de mettre en œuvre d'autres voies de recours (exécution aux frais et risques, résiliation, etc.).

Toute récurrence de manquements, y compris absences injustifiées d'agents, remplacements non conformes ou non-respect des horaires, pourra faire l'objet d'un rapport d'anomalie et entraîner l'application de pénalités spécifiques ou la résiliation pour faute.

Pénalités spécifiques applicables	
Intitulé du manquement	Montant forfaitaire (HT)
Absence injustifiée d'un agent sur site	200 € par jour et par site
Retard de prise de poste (>15 min)	80 € par retard constaté
Non-remplacement d'un agent absent sous 2 h	300 € par jour de retard
Remplacement non habilité / non conforme	250 € par jour de présence
Non-respect des horaires contractuels	150 € par tranche de 30 minutes
Omission ou falsification de feuille de ronde	300 € par infraction constatée
Défaut de port de tenue réglementaire	100 € par agent et par vacation
Défaut d'identification (badge ou carte pro)	120 € par agent
Comportement inadapté ou signalé sur site	250 € par incident + rapport d'anomalie
Matériel défectueux ou non fourni	100 € par équipement manquant ou inutilisable
Refus ou absence à un contrôle du pouvoir adjudicateur	400 € par contrôle manqué
Turn Over non autorisé	300 € par jour de présence de l'agent non autorisé

18 CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Résiliation pour événements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour événements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

19 LIQUIDATION

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre,

20 LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes:

Tribunal Judiciaire de Cayenne

Tél. : 05 94 29 76 30

Fax :

Email : tj-cayenne@justice.fr

Règlement à l'amiable :

Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mémoire en réclamation :

Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de notification de la décision :

Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage :

Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de réclamation :

Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 1 . DEFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

ARTICLE 2 . OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 3 . OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

3.2 Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

3.3 Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

3.4 Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

3.5 Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

3.6 Documentation et conformité

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

3.7 Recours à des sous-traitants ultérieurs

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

ARTICLE 5 . NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

5.1 Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
 - o La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - o Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - o Les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

5.2 Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.